

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 30/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TRANSMETAUX**

10 RUE DE WALBOURG  
67360 Biblisheim

Références : 4864/DB/AG  
Code AIOT : 0006704864

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement TRANSMETAUX, implanté 10 RUE DE WALBOURG 67360 Biblisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSMETAUX
- 10 RUE DE WALBOURG 67360 Biblisheim
- Code AIOT : 0006704864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société transmétaux collecte, trie, broye, stocke et réexpédie des déchets non dangereux, provenant d'entreprises ou de collectivités.

#### **Le thème de visite retenu est :**

Contrôle inopiné suite à plaintes récurrentes (poussière de bois, odeur, bruit...)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Nuisances olfactives et poussières de bois	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.3	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
		article 4.1		
3	Déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats établis lors du contrôle inopiné, l'exploitant conduit ses installations en conformité avec les prescriptions qui lui sont imposées.

Cependant, il déclare être fréquemment perturbé par un voisin qui effectue du brûlage à l'air libre. Cette activité relève du règlement sanitaire départemental (RSD) et donc de la police du maire.

A chaque brûlage du voisin qui génère odeurs et fumées, l'exploitant est obligé de déclencher sa procédure incendie interne (levée de doute). L'exploitant attire l'attention sur le fait que déclencher cette procédure interne à répétitions risque de la rendre moins efficace le jour où un incendie sera réel au sein de l'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nuisances olfactives et poussières de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.3
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Odeurs et poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>*Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.3 Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de la manipulation et de l'entreposage des déchets. Les déchets ou produits susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés, autant que possible, dans des conteneurs fermés.</p> <p>*Référence réglementaire : guide de l'INERIS de décembre 2021 (page 49) intitulé : Surveillance dans l'air autour des installations classées - Retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux</p> <p>*Courrier du 24/07/2023 : ]...[ ne crée que des nuisances : olfactives : odeurs de poubelles nauséabondes (stockage emballages plastiques souillés), des nuisances sonores : broyage de bois à ciel ouvert, volutes de poussières qui se répandent, vos services ne peuvent ignorer une telle situation ]...[ ]...[ par la poussière, je conteste une fois de plus les résultats dont je n'ai pas encore reçu les derniers. A ce sujet, absente au moment de la période de relevé du 23, j'étais absente et j'avais signalé mon absence à Socotec , chargé de poser les plaquettes, à mon retour, j'ai trouvé une plaquette attachée avec un rilsan à une latte de ma clôture derrière un énorme laurier !! La fois d'avant, la plaquette devait aussi être posée derrière le laurier mais j'avais demandé au poseur de la mettre dans le garage. Lors du résultat, je conteste que la photo dans le document est en fait celle du relevé antérieur. ]...[ ]...[ il est inadmissible que les services de l'état ne réagissent pas à ces aléas qui pour l'exploitant sont des affabulations ! Il est pourtant médicalement avéré que les poussières de broyage de bois neutre ou traité causent des cancers de la sphère ORL et des poumons ! ]...[</p>

\*Mail du 09/08/2023 :

]...[ Nous subissons actuellement des nuisances olfactives (déchets, suite aux fortes chaleurs) des envolées de poussière très importantes qui se déposent chez les riverains et autres dans le village suite aux vents très forts de ces derniers temps.

Le broyage du bois que nous percevons jusqu'à la mairie et au-delà vu la durée des moteurs, le broyage fait pendant de longues heures sans interruption du matin au soir. Les bibliens n'ont-ils pas le droit de manger, faire la sieste et la grasse matinée ? pas ces derniers temps et d'ailleurs presque jamais puisque cet exploitant a tous les droits et les exploite sans tenir compte de son environnement ]...[

#### Constats :

Avant d'entrer sur le site de Transmétaux, l'inspection s'est directement rendue, vers 9 h, route de Walbourg et rue de la Forêt, où, sur place, il n'a pas été constaté d'émissions de poussières, ni d'odeur perceptible.

L'inspection n'a pas relevé de dépôt de poussières de bois sur les toitures, ni sur la chaussée, ni sur les véhicules stationnés dans, ou à proximité de ces deux rues.

Sur site, l'inspection, accompagnée de l'exploitant a procédé à une visite des installations extérieures .

Lors de cette visite, il n'a pas été constaté d'odeur de poubelles nauséabondes.

Cependant, une forte odeur de brûlé s'est fait sentir.

Après déclenchement de la procédure incendie par l'exploitant, il est apparu, lors du levé de doute, que la fumée, apportée par le léger vent, provenait d'un brûlage volontaire chez un voisin. Elle se dégageait d'un fût, situé à l'extrémité sud-est de la parcelle cadastrale référencée 0076.

L'exploitant a informé l'inspection que cette pratique était courante et qu'elle engendrait de fait la mise en place des procédures internes à l'entreprise liées à un départ d'incendie et générerait à tous les salariés un énorme stress.

L'inspection a expliqué à l'exploitant que cette pratique relevait de la police du maire et l'a invité à s'en rapprocher.

En ce qui concerne les poussières de bois, l'exploitant déclare ne plus effectuer d'activité de broyage de bois sur site depuis mai 2022.

L'état du broyeur sur site permet de confirmer les déclarations de l'exploitant sur sa non-activité. Les poussières présentes ne sont pas liées à l'activité de broyage mais dues au déversement des camions approvisionnant le site en bois divers et au chargement, par grappinage, des camions destinés à la valorisation de celui-ci.

Plusieurs campagnes de mesures de poussières ont eu lieu sur site, respectivement en 2019, 2021 et 2022.

La plus forte valeur mesurée relevée sur la campagne 2021, alors en pleine activité de broyage, était de 178 mg/m<sup>2</sup>/jour, alors que pour la campagne de fin 2022 hors activité, la valeur mesurée au même point (situé sur le merlon au niveau du tas de bois) est de 39mg/m<sup>2</sup>/jour.

A titre de comparaison, l'ancienne version de la norme NFX 43-007 fixait à 1 000 mg/m<sup>2</sup>/jour le niveau d'empoussièrement définissant une zone fortement polluée.

Aujourd'hui, le guide de l'INERIS de décembre 2021, pris pour référence, dit notamment qu'en l'absence de valeurs réglementaires en France, on peut prendre pour comparaison " en complément " les valeurs suisse ou allemande (tableau p 49) . Sachant que la valeur suisse pour les dépôts de poussière est de **200 mg/m<sup>2</sup>/jour** - Ordonnance sur la protection de l'air (Opair).

Pour conclure sur ces mesures de poussières, en activité ou non, les valeurs mesurées n'ont jamais dépassé les seuils de références et **ont surtout été divisées par 4 dès la mise à l'arrêt du broyeur.**

A la fin de l'inspection, vers 11 h 30, bien que la température sur site dépassait les 25°C, **aucune odeur nauséabonde n'était perceptible.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> *Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 ]...[ Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; ]...[ ]...[ Le (les) point(s) d'eau incendie est (sont) en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur(s) à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables, par les moyens des services d'incendie et de secours) ; ]...[  *Courrier du 04 juillet 2023 : ]...[ en tant que maire, j'ai pour mission la sécurité des riverains, j'aurais pu vous dire que la borne incendie sur site ne fonctionnait pas, et ceci depuis l'incendie du site en 2020 (information donnée par les pompiers) ]...[
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de cinq poteaux incendie répartis sur le site, auxquels vient s'ajouter un sixième poteau à l'entrée de celui-ci, placé a priori sur le domaine public. Le jour du contrôle inopiné, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à un test de fonctionnement des 6 poteaux présents. Ce test a permis d'affirmer la présence d'eau sous pression à chacun des six poteaux et de révéler une pression moindre sur un poteau. Par conséquent, l'inspection a demandé à l'exploitant de faire procéder à la vérification des débits unitaires de ses 5 poteaux incendie et du débit global disponible, au plus tôt.  <u>Par mail du 23/08/2023</u> , adressé à l'inspection, la mairie de Biblisheim a confirmé que le sixième poteau situé à l'entrée du site était effectivement sur le domaine public.  En conséquence, l'inspection demande à la société Transmétaux de ne plus procéder au contrôle de celui-ci qui, de fait, ne lui appartient pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Procédure d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b> *Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 ]...[ c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise, ou fait réaliser, des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) ]...[ Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

\*Mail du 23 août 2023, la maire de Biblisheim écrit, je cite : « Le jour de l'incendie, j'ai, avec un pompier et en présence de la sous-préfète de permanence vu parmi les déchets des DASRI (je connais les sacs jaunes puisque du milieu médical), un cadre de charnleys qui est du matériel d'ostéosynthèse, des seringues, des poches de sérothérapie / il y avait donc des déchets interdits. Je ne reçois jamais d'informations de la part de l'exploitant »

**Constats :**

Le jour du contrôle inopiné, l'inspection a constaté une petite quantité de déchets en attente de régularisation suite à des non-conformités. La procédure mise en place est correctement appliquée et n'entraîne pas de remarques.

Les matériels plusieurs fois énoncés dont la maire fait part, pour la dernière fois, dans son mail du 23/08/23 étaient, après échange avec l'exploitant, en attente de reprise, entreposés avec d'autres déchets qui faisaient l'objet de refus pour non-conformités.

Ces constats ont montré l'application des prescriptions par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Sans objet